



ARRETE

d'autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié par l'arrêté ministériel du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU le récépissé de déclaration en date du 17 janvier 1979, délivré au G.A.E.C. DE KERGUINERIE, sis à LANRODEC, au lieu-dit "Kerguinérien", pour l'exploitation à cette adresse (Section B1, N° 216) d'un élevage de 21 000 animaux-équivalents (7 000 dindes de chair) ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C. DE KERGUINERIE, sis à LANRODEC, au lieu-dit "Kerguinérien" en vue d'être autorisé à installer et exploiter à cette adresse (section B1, N°s 214z et 216) un nouveau poulailler d'une capacité de 28 500 animaux-équivalents (9 500 dindes de chair) en extension d'un élevage existant de 21 000 animaux-équivalents (7 000 dindes de chair), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LANRODEC (11 décembre 1995), PLOUMAGOAR (21 décembre 1995) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 15 janvier 1996, 15 novembre 1995 et 27 octobre 1995 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date des 5 avril et 8 juillet 1996, prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 avril 1996 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 juillet 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1er -

Le G.A.E.C. DE KERGUINERIE, sis à LANRODEC, au lieu-dit "Kerguinérien" est autorisé à exploiter à cette adresse (section B1, N° 214z et 216), conformément aux REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité Fraternité

.../...

plans annexés à la demande, un élevage de 49 500 animaux-équivalents (16 500 dindes) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant : 21 000 animaux-équivalents (7 000 dindes de chair)
- élevage à régulariser : 28 500 animaux-équivalents (9 500 dindes de chair)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté, et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

2) Prescriptions spéciales

Compte-tenu de l'importance des bâtiments d'exploitation (+ 2 000 m²), il convient d'installer à moins de 200 m de l'établissement : soit deux poteaux d'incendie de 100 m/m conformes à la norme française NFS61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar - soit une ou deux réserves d'eau d'une capacité totalisant 240 m³ accessible en permanence aux véhicules du service d'incendie.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANRODEC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du G.A.E.C. DE KERGUINERIE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C. DE KERGUINERIE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé du 17 janvier 1979 susvisé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de LANRODEC,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C. DE KERGUINERIE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'au maire de PLOUMAGOAR pour information.

SAINT-BRIEUC, le - 2 SEP. 1996

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,



Christian RAYMOND

Signé : Jean-François PAGES